

# J'ai dû louper un épisode...

les interviews de Pascale Fourier

\*\*\*\*

## Jean-Luc Gréau,

économiste, auteur de L'avenir du capitalisme et de La trahison des économistes

Interview du 14 Janvier 2010

## Thème: la crise !

Partie 1/2

### La crise est celle du libre-échange mondialisé

*Je vous rappelle le contexte de cet entretien réalisé le 14 janvier 2010. En décembre, j'ai pris contact avec quelques économistes pour comprendre les tenants et les aboutissants de la crise. Parmi ceux-ci, Jean-Luc Gréau que j'avais déjà interviewé il y a fort longtemps, en 2006, dans le cadre de l'émission d'Aligre FM Des Sous ...et des Hommes. Quatre ans après, je l'ai encore fait sursauter en lui disant incidemment et par erreur qu'il était un homme de gauche. Non, non, il a travaillé pour le MEDEF ! Il a aussi cru longtemps dans les vertus du libre-échange avant d'être obligé, de son aveu même, de constater les effets délétères de celui-ci et de le dire, ce qui lui coûte cher...*

*Vous verrez, c'est un entretien dans l'atmosphère bruyante d'un petit bar du XVIIIe, un entretien un peu à bâtons rompus, une sorte d'entre-soi avec des questions d'une naïveté parfois un peu déconcertante. Mais vous verrez, Jean-Luc Gréau répond sans détour. Première des deux parties de notre entretien.*

**Pascale Fourier** : J'ai eu du mal à suivre ce qui se passait pour la crise. Finalement, quand j'écoute les médias, j'ai l'impression que maintenant tout va bien. C'est

effectivement le cas ?

### Réarmer le moral des troupes...

**Jean-Luc Gréau** : Non, mais ce que l'on entend dans la plupart des médias, c'est une sorte de consigne qui a été donnée de réarmer le moral des troupes, c'est-à-dire le moral du consommateur et le moral de l'investisseur, parce que les politiques et les médias pensent que la psychologie joue un rôle déterminant dans la sortie de crise et que par conséquent il faut essayer de recréer un contexte d'optimisme en agissant sur le consommateur et l'investisseur.

Je pense que c'est une erreur en ce sens que l'économie obéit le plus souvent à des facteurs beaucoup plus objectifs que la psychologie des individus ou des entrepreneurs. Et par conséquent, cela ne donnera rien dans la pratique. Ce qu'il faut étudier, ce sont les facteurs qui sont à l'œuvre qui peuvent nous sortir de la crise ou au contraire nous faire rechuter dans la crise.

**Pascale Fourier** : Et quels sont ces facteurs justement ?

**Jean-Luc Gréau** : Ces facteurs sont assez

simples. Nous avons premièrement la consommation, deuxièmement l'investissement.

Alors s'agissant de la consommation, nous avons, hélas, une situation de l'emploi extrêmement détériorée dans tous les pays occidentaux puisque la France qui est statistiquement le pays le moins touché par la crise a quand même supprimée 500 000 emplois entre le printemps de 2008 et l'automne 2009. Les États-Unis ont supprimé, dans les faits, entre les emplois légaux et les emplois illégaux, environ 9 millions d'emplois, ce qui est énorme. En Espagne, on est aux alentours de 1 800 000 emplois détruits: c'est un pays de 44 millions d'habitants, on mesure donc l'ampleur de la dépression qui s'est abattue sur l'Espagne. Dans ces conditions, on voit mal comment la consommation pourrait repartir brutalement. Elle s'est maintenue dans certains pays à des niveaux acceptables au prix d'un endettement de l'État qui a déversé, sous forme de primes à la consommation, à la casse, à l'achat de logements, des ressources supplémentaires. Mais les États ne peuvent pas indéfiniment s'endetter pour soutenir artificiellement la consommation des ménages.

Deuxième facteur, c'est l'investissement. Or les entreprises sont affaiblies par la crise et, dans la plupart des pays, elles vont de plus en plus être tentées de localiser leurs nouveaux investissements dans les pays à bas coût, pour une raison cette fois-ci assez nouvelle, c'est que le consommateur va s'orienter vers des produits à bas prix, à relativement bas prix: il fera l'arbitrage. Et, produit à relativement bas prix implique un coût du travail bas, low cost. Donc nous avons là une situation tout à fait dangereuse. Il est donc à prévoir que de plus en plus les entreprises vont essayer de s'installer sur des sites favorables du point de vue du coût du travail.

Et je prends une illustration qui est en train de secouer les médias et la politique française, c'est le fait que Renault a préparé, très discrètement, une nouvelle délocalisation, celle d'une voiture de grande diffusion à grand succès, la Clio, qui était faite à Flins: la Twingo n'est plus faite à Flins et la Clio ne devrait plus l'être. Ce sont donc des décisions lourdes qui vont peser.

Comment fera-t-on pour maintenir l'emploi avec des décisions aussi lourdes ? Cela illustre cette tendance, qui devrait se renforcer dans les années à venir, de la recherche du bas coût.

**Pascale Fourier** : Les causes de la crise, c'est effectivement ce qu'on a pu entendre dire, la faute des traders, la titrisation de certains produits économiques... ou finalement est ce qu'il faut savoir regarder au-delà ?

**Jean-Luc Gréau** : Oui, il est tout à fait vrai que nous avons depuis trente ans développé une sphère des paris financiers: ce sont les salles de marchés qui illustrent cette activité. Cette activité et au mieux inutile et, au pire, elle est nuisible. On l'a bien vu avec la crise qui est survenue.

### **Banques: le proprietary trading**

Je voudrais insister sur un point essentiel avant d'aborder le fonds de la crise. Aux États-Unis, Paul Volker, l'ancien président de la Banque centrale, en Angleterre Mervyn King, l'actuel président de la Banque Angleterre, ont officiellement demandé la fin du « proprietary trading », c'est-à-dire du trading pour compte propre des banques, ce qui signifie a contrario que les banques peuvent toujours faire du trading mais pour le compte de leur clientèle, ce qui est normal. Et cela signifie une contraction dramatique des activités de marché des banques qui font actuellement leur profit grâce à cela, étant donné que leurs activités de prêt sont plutôt perdantes. Le débat a été ouvert aux États-Unis et en Angleterre. Il ne l'est pas chez nous: on ne fait que s'exprimer sur les bonus des traders ce qui n'est pas le sujet. S'il y avait cinq ou six fois moins de traders qu'actuellement, eh bien nous aurions une situation tout à fait décaillée, nous n'aurions plus à nous occuper des bonus des traders. Les bonus eux-mêmes sont calculés en fonction des profits qu'ils rapportent à la banque: si la banque fait des opérations de trading pour le compte de sa clientèle, elle n'en fait pas pour elle par définition. C'est donc un point essentiel et qui n'est pas compris par les analystes médiatiques.

## La crise du libre-échange mondial

Alors sur le front de la crise, on le sait, c'est une crise du libre-échange mondial due au fait que les revenus dans la plupart des pays occidentaux ont été artificiellement déprimés pour réduire les coûts de fonctionnement des entreprises. Et différentes de personnes le disent - Jacques Sapir le dit et je suis entièrement d'accord avec lui sur ce point -, on a compensé cette insuffisance des revenus par un endettement spécifique, plus ou moins disproportionné suivant les pays, très fort en Espagne, en Angleterre, aux États-Unis et en Australie, voire en Corée. Et maintenant, nous payons cela par une défaillance de nombreux ménages. Le dernier chiffre que nous avons pour les États-Unis, c'est 9 % de défaut de paiement ou de retards de paiement, ce qui est énorme. La nouvelle statistique paraîtra à la fin février: nous saurons alors si ce chiffre s'est aggravé ou si au contraire il y a une amélioration. C'est un point essentiel parce que 9 %, ça signifie que le gisement de prêts aux ménages continue à être perdant pour les prêteurs, société de crédits et banques. Donc cet endettement artificiel a donné des effets pervers, c'est-à-dire la crise financière. Il ne faut pas mésestimer, bien sûr, les méfaits de la titrisation, c'est-à-dire le fait que les banques et les sociétés de crédit ont ensuite remis sur le marché les prêts qu'elles avaient consentis: ceci a rendu les marchés opaques et beaucoup d'investisseurs ont acheté des titres dont ils ne connaissaient pas la vraie valeur. Néanmoins, à l'origine, il y a surtout un déséquilibre de la production et des revenus à l'échelon global de la planète. Si nous ne sortons pas de cette contradiction, nous ne pouvons pas avoir une reprise durable et significative.

**Pascale Fourier** : D'un certain côté, vous me faites rigoler, parce que quand je vous demande qu'elle est la cause de la crise, vous me dites c'est la crise du libre-échange. Je n'entends ça nulle part ailleurs! Pourquoi ?

## Le libre-échange sacro-saint

**Jean-Luc Gréau** : Parce que le libre-échange est devenu sacro-saint, ce n'est

plus un point à débattre pour savoir dans quelle mesure il apporte des avantages et dans quelle mesure il peut receler des inconvénients: le libre-échange est une expression naturelle du marché. L'idéologie des marchés dont nous sommes victimes aujourd'hui pose le libre-échange comme un bien intangible. Les choses commencent un tout petit peu à bouger: les gens s'aperçoivent que, dans ce grand pari du libre-échange qui a été fait avec la signature des accords de l'OMC en 1994, c'est l'Asie émergente et tout particulièrement la Chine qui est la grande gagnante, tandis que des pays développés ou des pays pauvres d'Afrique ne sont pas les gagnants. Deux grandes catégories de perdants: les pays développés d'Europe, les États-Unis, d'Amérique du Nord, et d'autre part des pays pauvres qui ne peuvent pas prendre le train de la compétition mondiale, tout spécialement en Afrique. Les pays gagnants, c'est l'Asie émergente, et c'est aussi certains pays producteurs de matières premières qui bénéficient énormément de la demande croissante de ces matières premières, comme l'Australie, le Canada, etc. Mais néanmoins, globalement, on peut dire que nous sommes dans une sorte de nasse: paradoxalement, le libre-échange prône l'ouverture et met les pays qui s'y livrent dans une nasse...

En même temps, il faut ajouter une chose, c'est que si l'Asie émergente et la Chine sont gagnantes, ces pays sont dans jusqu'à un certain point prisonniers de leur courant exportateur vers l'Amérique du Nord et l'Europe. C'est pourquoi il leur faudrait en fait plusieurs années pour modifier leur schéma de croissance et se reconvertir sur un schéma fondé plus largement sur la demande intérieure. Mais ils ont donc fait eux-même un choix de l'exportation qui les rend dépendant de notre bonne santé. Or nous ne sommes plus en bonne santé...

**Pascale Fourier** : J'entends déjà mes auditeurs dire: « Mais comment, comment !? Gréau dit que les pays développés et les pays pauvres sont les grands perdants du libre-échange, il est bien le seul à le dire. J'entends strictement exactement l'inverse dans tous les autres médias »... Alors ?

## **La conversion au protectionnisme européen**

**Jean-Luc Gréau** : Il faut faire la part des choses: tous les médias ne sont pas aussi dogmatiquement enfermés dans ce culte du libre-échange. Néanmoins, je crois qu'il faut apprécié les choses la façon suivante: le pari du libre-échange qui a été fait il y a à peu près quinze ans, ce pari, tout le monde ou presque y a adhéré et il est très difficile pour des gens qui ont fait un choix aussi lourd d'un point de vue idéologique et pratique à un certain moment de bifurquer.. Il faut qu'ils refassent leur chemin de Damas pour parler de façon illustrative et c'est très difficile. Pour ma part, et ça je le dis quand j'interviens sur le sujet, je suis un libéral et un libre-échangiste de tendance propre et je ne me suis converti à l'idée du protectionnisme européen que de façon graduelle au fur et à mesure que j'ai aperçu les dégâts d'un échange inégal et inéquitable.

**Pascale Fourier** : Pourquoi vous dites le « pari du libre-échange » ? Quels en étaient les tenants et les aboutissants ?

### **Un préjugé raciste sous-tend le pari du libre-échange**

**Jean-Luc Gréau** : Ce pari, c'est simple: c'est que des pays développés, anciennement développés, les États-Unis, le Japon, l'Europe occidentale, vont se réserver la part noble de la production à l'échelon mondial, la haute technologie et les services financiers, pour parler simplement. Le résultat, c'est que 1) les services financiers ont montré qu'ils étaient capables de se mettre en faillite et de mettre en faillite les Etats avec eux et 2) en ce qui concerne la haute technologie, nous voyons bien que l'Asie émergente est en train de se développer de façon méthodique et de « monter en gamme », comme on dit, dans différentes activités. Maintenant donc le doute n'est plus permis: ce partage des activités nobles d'un côté et non nobles de l'autre correspond à une vision artificielle qui est démentie par les faits. Je dis qu'à un certain moment il y a un préjugé raciste de supériorité de l'homme blanc qui est à la base. « Nous sommes les plus forts », « la technologie c'est notre force »! Oui, mais les

Chinois, les Indiens, les Indonésiens, les malaisiens sont-ils incapables ? Non, ils le démontrent. Ce qui est très troublant, c'est que nous avons eu pendant les années 60, 70, 80, l'expérience des dragons asiatiques, Taïwan, Corée, Thaïlande, Hong Kong, Singapour. Des pays asiatiques qui ont démontré leur capacité, en dehors du Japon, à devenir de véritables puissances économiques. Le revenu par tête, le PIB par tête de la Corée, a été multiplié par 200 entre 1960 et 2009. Ceci aurait dû nous démontrer que nous les blancs ou les Européens - parce qu'au fond l'Amérique du Nord, c'est une colonie de peuplements européens-, nous n'étions pas les meilleurs du monde pour toujours.

**Pascale Fourier** : Pourtant le libre-échange a été soutenu, défendu, promu, par les États-Unis...

### **L'entrée de la Chine dans l'arène de la compétition mondiale**

**Jean-Luc Gréau** : Je pense qu'il y a de très longue date un jeu invisible, à partir du moment où Richard Nixon et Henri Kissinger sont allés en Chine rencontrer Mao Tse Toung, Chou En-Lai et Deng Xiaoping. C'était en février 73. Cette démarche paraissait peu compréhensible quand on sait qu'au même moment la guerre faisait toujours rage au Vietnam et que les communistes vietnamiens étaient soutenus par la Chine. Mais maintenant nous comprenons mieux qu'il y avait un enjeu derrière: c'était l'entrée de la Chine dans l'arène de la compétition mondiale, ce qu'a fait Deng Xiaoping après la disparition de Mao Tse Toung. Au départ, la situation économique chinoise était tellement fragile que personne ne se méfiait de cette conversion, alors qu'en réalité elle annonçait l'arrivée d'une très grande puissance dans le champ mondial, que nous allons voir de plus en plus se manifester.

**Pascale Fourier** : Les États-Unis, finalement, de facto maintenant non plus forcément un avantage au libre-échange...

**Jean-Luc Gréau** : Il faut bien comprendre que l'Angleterre et les États-Unis sont les vrais champions du libre-échange à l'échelon

mondial: les opérateurs financiers jouent un rôle déterminant dans la conduite de la politique économique. L'ancien chef économiste du FMI a dit qu'il y avait un « corridor Wall Street Washington », donc du lobbying des financiers qui est encore visible aujourd'hui puisque la nouvelle administration n'a pas voulu mettre au pas le système bancaire. Mais le choix du libre-échange et donc la localisation, quand c'est possible, du travail et de la matière grise dans des pays à bas coût, augmente mécaniquement les profits. Et la création d'argent pour l'actionnaire peut se développer de façon plus intense à partir de cela. Donc il y a un lien extraordinairement étroit entre les marchés boursiers proprement dits en occident et le développement de la localisation des emplois et des investissements dans les pays à bas coût de travail.

**Pascale Fourier** : Je vais avoir une question un peu idiote, mais comment peut-on privilégier le fait de faire des bénéfices pour les actionnaires au détriment des salariés de son propre pays ?

### **Le sacrifice des salariés**

**Jean-Luc Gréau** : Oui, c'est une sorte de schizophrénie. Vous avez bien raison de vous étonner de cela, ce n'est pas de la stupidité, ça démontre l'incohérence de ceux qui ont fait ce choix. Ils ont cru qu'il était possible artificiellement de gonfler les revenus des actionnaires, de gonfler les hauts revenus. Quand on voit que la part du travail dans la valeur ajoutée a baissé de façon importante notamment aux États-Unis, on oublie qu'en même temps, dans cette part du travail, on comptabilise les traders et leurs bonus, les cadres supérieurs, leur bonus et leurs salaires, les médecins spécialistes forts bien payés dans des pays comme le Canada ou les États-Unis, les juristes d'affaires, les comptables, toutes ces catégories qui ont énormément profité de l'évolution néolibérale que nous avons connue depuis vingt-cinq ans. Or même en comptabilisant ces revenus du travail sous forme de salaire ou d'honoraires ou de primes dans le travail, nous avons une part du travail dans la valeur ajoutée qui a baissé. A contrario, ça veut dire que plus classes modestes et moyennes ont souffert.

**Pascale Fourier** : Mais c'est gênant...

**Jean-Luc Gréau** : Oui, c'est surtout suicidaire. Nous n'avons plus la base de revenus suffisants pour permettre une croissance stable et durable.

**Pascale Fourier** : Mais peut-être qu'en même temps on pourrait se dire que c'est bien finalement, même si ça doit porter tort aux salariés de notre propre pays, si le libre-échange, si l'organisation économique telle quelle est permet le développement, permet de sortir de la misère des Chinois, des Indiens, etc., c'est très bien...

### **Le choix de la croissance par l'exportation**

**Jean-Luc Gréau** : D'abord, nous ne devrions pas avoir à tenir ce genre de raisonnement. Si le libre-échange est bon, il doit permettre de donner une majorité d'avantages aux protagonistes de l'échange. Il ne faut pas qu'il y ait des perdants d'un côté et des gagnants de l'autre. Néanmoins, je crois que ce raisonnement est fallacieux puisque la plupart de ces pays peuvent développer leur demande interne. Et je donnerai deux grands exemples de pays qui n'ont pas suivi le chemin de la croissance par l'exportation à tout prix. Ces deux pays sont l'Indonésie, 230 millions d'habitants, et le Brésil, 200 millions d'habitants. En Indonésie, le PIB comporte 65 % de consommation, un chiffre conforme à celui des pays occidentaux, et le Brésil a un commerce extérieur qui ne représente que 15 % de sa production et de sa demande, un chiffre tout à fait raisonnable, alors que ce pays comme vous le savez est un très grand producteur de matières premières et de produits agricoles. Donc ça veut dire que ces pays n'ont pas voulu recourir au schéma chinois et des dragons asiatiques de l'exportation à tout prix.

**Pascale Fourier** : Tout à l'heure, vous disiez que finalement les Chinois maintenant étaient prisonniers de leurs courants d'exportations. Comment peut-on sortir de cette espèce de duo un peu pervers qu'il y a entre les États-Unis et la Chine ?

## **Chine: la bulle à venir?**

**Jean-Luc Gréau** : Je ne sais pas comment vont les choses vont se dérouler. Là, c'est vraiment une des grandes questions énigmatiques du proche avenir. Est-ce que la parité actuelle du Yuan vis-à-vis des monnaies des grands pays occidentaux va se maintenir ou pas ? Est-ce que les États-Unis vont résister à la nécessité protectionniste pour continuer dans cette voie dangereuse ? Ça, c'est une des grandes énigmes à venir.

Un point me préoccupe actuellement, c'est que la Chine a eu si peur de la récession mondiale qu'elle a relancé de façon disproportionnée son économie. Actuellement, le crédit à la consommation, la demande chinoise augmente. Elle augmente surtout - on le voit bien avec le marché automobile qui le premier du monde-, mais qu'elle augmente surtout par une explosion du crédit à la consommation. Nous pouvons donc avoir après la bulle du crédit aux États-Unis en Angleterre et en Espagne, la bulle du crédit à la consommation en Chine. Ce n'est pas à exclure. C'est une des grandes inconnues des deux années à venir, savoir comment la Chine va réussir à résorber sa bulle de crédit sans trop de dégâts. Vous voyez bien comment elle a pris peur du fait de la contraction du commerce mondial résultant de la crise financière et de la crise économique en l'Occident, ce qui l'a amené à probablement commettre une erreur d'ajustement conjoncturel.

**Pascale Fourier** : C'était donc J'ai dû louper un épisode, les entretiens de Pascale Fourier, avec aujourd'hui Jean-Luc Gréau, auteur en 2005 de L'avenir du capitalisme et en 2008 de La trahison des économistes dont je ne peux que vous recommander la lecture. Et puis je ne peux aussi que vous inviter à écouter la deuxième partie de cet entretien. A bientôt!